

Discours de Gilles Roussel

Introduction de l'université d'été de la CPU 2018

« Les enjeux des grandes avancées scientifiques et technologiques pour les politiques et pratiques d'enseignement et de recherche de l'Université »

Mercredi 29 août 2018 – 9h30

Mesdames les présidentes,

Messieurs les présidents,

Mesdames les directrices

Messieurs directeurs,

Chers collègues

Chers amis,

C'est pour moi un très grand plaisir de vous accueillir, aujourd'hui et demain, à la CPU pour notre université d'été 2018. Comme chaque année, nous profitons de ce moment pour nous retrouver en amont de la rentrée universitaire. Je vous remercie d'être venus si nombreuses et si nombreux dès ce matin et, je l'espère, pour l'ensemble de ces deux journées.

Elles seront, j'en suis convaincu, riches en contenus et en débats. Mais avant de vous parler plus en détail du programme, je voudrais revenir sur quelques sujets marquants de l'année universitaire qui vient de s'achever.

C'est peu de dire qu'elle a été intense !

Sur l'ensemble des missions qui sont les siennes, à savoir la formation, la recherche et sa valorisation, la diffusion de la culture scientifique et technique, l'orientation et l'insertion professionnelle, la participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, et la coopération internationale, la communauté universitaire s'est, ces derniers mois, fortement engagée dans le cadre des réformes en cours. La CPU a pesé pour infléchir ces réformes dans l'intérêt des universités, des étudiants et de la société.

Il n'est, je crois, pas superflu de rappeler l'énorme effort que toutes et tous avez consenti pour que l'année dernière et cette rentrée se passe au mieux. Nous avons, je peux le dire sans hésitation, joué le jeu et

ce, alors que plusieurs universités ont été fortement touchées par des mouvements : occupations, avec souvent des dégradations et parfois des violences ; chacun a su y faire face.

Nous sommes aux côtés des étudiantes et des étudiants et nous avons besoin de leur confiance. Leurs intérêts sont les nôtres et nous sommes pleinement engagés pour leur permettre de préparer leur avenir professionnel et leur devenir citoyen dans les meilleures conditions. Pour que la jeunesse réussisse, il nous en faut les moyens. C'est un investissement pour l'élévation générale du niveau de formation, afin de mieux répondre aux défis de demain, mais au-delà, c'est aussi un projet démocratique. C'est pourquoi nous allons continuer de défendre auprès du gouvernement un budget ambitieux pour l'enseignement supérieur, mais également pour la recherche.

Sur le plan international et en particulier européen, la CPU, en lien avec les conférences européennes, a souhaité porter haut la voix des universités françaises afin que se poursuive la structuration pour

l'avenir de l'Europe en matière de formation, de recherche et d'innovation. La célébration, au printemps dernier, à la Sorbonne, des 20 ans du processus de Bologne a été pour nous un rendez-vous important, elle constitue aussi un point de départ vers de nouveaux projets collectifs.

Car l'Europe doit aussi investir davantage dans le renforcement de la compétitivité et de la durabilité de nos établissements. Comme j'ai eu l'occasion de le rappeler cette année, l'Europe est à la croisée des chemins : elle doit faire face à de nombreux défis politiques, socioéconomiques, culturels, et par-dessus tout, à une défiance vis-à-vis du projet européen. Seules l'éducation, la recherche et l'innovation peuvent fournir des réponses à long terme. Cela nécessite une coopération renforcée entre les universités et les Etats-membres. Nous devons également accompagner nos étudiants dans leur parcours et leurs projets de mobilité en Europe.

En mars dernier, à l'issue de notre colloque annuel, la CPU a formulé 17 propositions pour « l'Europe des universités », qui insistent, notamment, sur le sens partagé de l'excellence en recherche et en

formation, en s'appuyant sur les outils de coopération à notre disposition, notamment sur le prochain programme-cadre. Nous ne doutons pas que notre collègue Alain Béretz y trouve matière pour mener à bien la nouvelle mission que le Premier ministre vient de lui confier.

L'articulation avec les thématiques abordées lors de ces deux journées est toute trouvée. Nous avons choisi de mettre à l'honneur les grandes avancées scientifiques et technologiques, en faveur des politiques et pratiques d'enseignement et de recherche.

Ce thème est exigeant. Il est également inhabituel : nous avons, cette année, privilégié sur les sujets traditionnels d'organisation et de fonctionnement un thème majeur, celui de la relation entre science et société.

La recherche est le vecteur incontournable d'un progrès technique, économique et social durable. Elle est une condition essentielle du progrès humain.

Un pays qui défend l'intérêt général doit soutenir une recherche d'excellence et la mettre au service de tous les citoyens. Promouvoir l'exigence et la diffusion scientifiques est aussi une arme pour lutter contre l'obscurantisme, ce que j'appellerais la « culture du mensonge » qui, doublé d'un mépris de la science, gangrène de plus en plus nos démocraties.

La CPU, très préoccupée par ces questions, organise, le 16 octobre prochain à l'Université de Lyon et en partenariat avec cette dernière, un colloque intitulé « Face aux désordres de l'information, comment apprendre à apprendre, du lycée à l'université ? ». Une invitation vous sera adressée dans les jours qui viennent.

Par ailleurs, la communauté scientifique se doit d'éviter le piège d'une dichotomie « science fondamentale *versus* science appliquée », et au contraire construire ce que certains ont nommé un « nouveau contrat social pour la science ».

En d'autres termes, la science doit se mobiliser pour aider à résoudre les problèmes auxquels la société est confrontée, et produire les

technologies et les innovations sociétales qui permettront un développement durable pour tous. La science ouverte et l'interdisciplinarité sont des outils essentiels pour atteindre cet objectif.

Les liens entre science et société me conduisent à mentionner le concours « Ma thèse en 180 secondes », que nous portons avec succès depuis 5 ans avec nos amis du CNRS. Cet événement annuel, dont les retombées sont immenses, rappelle le rôle de nos établissements dans la médiation du savoir et de la connaissance.

Le monde est de plus en plus complexe, nous avons de plus en plus de mal à en saisir le sens. Les évolutions technologiques sont à la disposition des anti-démocrates et du marché non régulé. Si nous ne voulons pas en être les victimes, nous devons nous les approprier.

Le temps s'accélère. Les découvertes qui hier prenaient mille ans se font aujourd'hui en quelques décennies. Le marché du travail comme l'écosystème de la formation initiale et continue en sont

profondément bouleversés. En partenariat avec les organismes et au sein des Alliances de recherche, nous devons, dans les universités, anticiper, accompagner, incarner ces changements. Notamment en mettant la recherche au service de la formation, et réciproquement.

Lors de cette université d'été, il sera, sans nul doute, beaucoup question d'innovation, de synergie entre recherche et formation, et des moyens efficaces de diffuser la recherche.

Le programme de cette année se décline en cinq sessions, chacune faisant intervenir des scientifiques, spécialistes de renom et laissant place au débat afin de privilégier la transversalité.

Nous débuterons, juste après ce propos liminaire, par un sujet encore mal connu qui interroge autant qu'il inquiète : l'intelligence artificielle dont l'impact sur vos vies est déjà immense, comme l'a montré le rapport piloté par Cédric Villani.

Nous avons le plaisir d'accueillir, Jamal Atif, professeur à l'université Paris Dauphine, spécialiste des sciences des données, et par ailleurs chargé de mission à l'Institut des Sciences de l'Information et de leurs Interactions du CNRS. Sa présentation sera suivie d'un débat, qui sera animé par Christine Gangloff-Ziegler, présidente de l'Université de Haute-Alsace, et François Germinet, président de l'Université de Cergy-Pontoise.

Nous poursuivrons, en début d'après-midi, par les questionnements posés par les évolutions de la biologie, avec l'exposé de Catherine Jessus, directrice de recherche au CNRS et directrice de l'Institut de sciences biologiques. Elle est notamment spécialiste de biochimie de la division cellulaire. Elle a initié et piloté le livre blanc pour les sciences du vivant au XXI^e siècle, un travail prospectif publié en 2017.

Nous aurons également le plaisir d'écouter Pascale Cossart, professeure à l'Institut Pasteur, spécialiste de microbiologie cellulaire et des infections bactériennes. Michèle Cottier, présidente de

l'Université de Saint-Etienne, et Christian Robledo, président de l'Université d'Angers, superviseront le débat qui suivra.

Nous passerons ensuite aux technologies quantiques et à leurs impacts, avec Philippe Grangier, qui est directeur de recherche au CNRS, directeur du groupe d'Optique Quantique du laboratoire Charles Fabry et professeur à l'Ecole Polytechnique. Il s'intéresse en particulier au traitement quantique de l'information. Lise Dumasy, présidente de la Comue Grenoble-Alpes, et Jean-Marc Ogier, président de l'Université de La Rochelle, modèreront la discussion.

Pour clôturer cette première journée, nous aurons le plaisir d'accueillir le Premier ministre, Monsieur Edouard Philippe, ainsi que la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, Madame Frédérique Vidal.

Ce soir, comme chaque année, un moment de convivialité est organisé à la résidence Concordia du CROUS de Paris, en présence de notre

Ministre, Madame Frédérique Vidal, du Ministre de l'Éducation nationale, Monsieur Jean-Michel Blanquer, ainsi que du Président de l'Assemblée nationale, Monsieur François de Rugy.

Demain matin, la quatrième session de notre université d'été sera consacrée aux neurosciences et aux sciences de l'apprentissage.

Stanislas Dehaene, professeur au Collège de France et directeur de l'unité de neuro-imagerie cognitive de l'INSERM, du CEA et de l'Université Paris-Sud, ainsi que du centre NeuroSpin de Saclay, sera parmi nous. Ses recherches portent notamment sur les méthodes de la psychologie cognitive et de l'imagerie cérébrale. Il préside par ailleurs le conseil scientifique pluridisciplinaire mis en place par le ministre de l'Éducation nationale. Le débat sera animé par Jean-François Balaudé, président de l'Université Paris-Nanterre, et Sylvie Retailleau, présidente de l'Université Paris-Sud.

Parce que l'un des atouts et des défis de la recherche, c'est aussi sa capacité à être transdisciplinaire, le cinquième et dernier moment de cette université d'été, portera sur la transversalité en sciences

sociales. Cette séquence, dont vous avez noté qu'elle se tiendra demain en toute fin de matinée, nous permettra d'entendre Patrick Boucheron, historien et professeur au Collège de France, il est spécialiste d'histoire comparée à l'échelle européenne, de sociologie historique de la création artistique et d'écriture, et d'épistémologie de l'histoire.

Son travail de décloisonnement du regard historique et son souci de confronter l'histoire de France au monde et aux autres cultures coïncident avec l'ambition d'ouverture internationale des universités françaises dont je parlais tout à l'heure. Le débat qui s'ensuivra sera animé par Mathias Bernard, président de l'Université Clermont Auvergne, et Christine Clerici, présidente de l'Université Paris Diderot.

Donc un programme riche, très éclectique, qui sera, j'en suis certain, passionnant. Merci encore pour votre présence et, merci, naturellement, à toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés pour l'organisation et la réussite de cet événement.

Il me reste, chers amis, à vous souhaiter deux excellentes journées de travail et de débats !